

L'ÉCLAIRAGE DANS LES INSTALLATIONS SANITAIRES ET ALENTOUR

Ou comment réduire le
risque de violences basées
sur le genre dans les camps
de réfugiés



Humanitarian
innovation fund

| elrha



OXFAM



OBJECTIF DE LA RECHERCHE

Des lampes dans le camp de réfugiés de Cox Bazar au Bangladesh. Photo : Rachel Hastie/Oxfam

Les camps sont des refuges pour les personnes qui fuient un conflit ou une catastrophe, mais ils peuvent se révéler dangereux, surtout pour les filles et les femmes. Lors des premiers mois, de nombreux camps recourent à des installations sanitaires collectives, un moyen rapide et économique de répondre aux besoins immédiats et de réduire les risques de santé publique jusqu'à ce qu'une meilleure solution soit élaborée. Le partage des latrines et des zones d'hygiène corporelle entre de nombreux étrangers peut toutefois être une expérience effrayante. Une fois la nuit tombée, les filles et les femmes quittent leur abri principalement (et inévitablement) pour se rendre aux toilettes, notamment lorsqu'elles ont leurs règles. Or, cela peut se révéler risqué.

En 2016, le Humanitarian Innovation Fund (HIF) a lancé un défi de recherche posant la question suivante : **Un éclairage dans ou autour des installations sanitaires réduit-il le risque de violences basées sur le genre (VBG) ?** Courant 2017 et 2018, Oxfam et une équipe de chercheurs du centre WEDC (Water, Engineering and Development Centre) de l'université de Loughborough ont mené une étude pour tenter d'y répondre.

Ce défi de recherche avait pour objectifs d'identifier les facteurs qui affectent le taux de fréquentation des installations sanitaires (notamment en matière de dignité, d'intimité et de VBG) et de déterminer si, comment et dans quelle mesure un éclairage pouvait atténuer de tels risques. La recherche se compose d'une analyse documentaire, de trois études de cas et d'une compilation de huit courtes études de cas axées sur l'éclairage¹.

Les études de cas ont été menées sur trois sites : dans le camp Omugo dans le nord de l'Ouganda, dans le camp Aburi à Damboa, au nord-est du Nigeria, et dans le camp Hamman Al

Alil 2 en Irak. Elles s'articulaient autour de trois volets : premièrement, une recherche de base alliant une étude numérique couplée d'observations, de discussions de groupe et d'entretiens avec des informateurs clés (résident-e-s des camps, représentant-e-s et actrices/acteurs humanitaires au niveau local et international). Deuxièmement, l'installation d'un éclairage, avec la distribution de lampes solaires portatives au Nigeria, l'installation de lampes murales solaires fixes en Irak et de lampadaires solaires en Ouganda. Enfin, pour la recherche finale², une étude numérique couplée d'observations, de discussions de groupe et d'entretiens avec des informateurs clés a de nouveau été réalisée pour tenter d'évaluer l'impact de l'éclairage sur la perception du risque de VBG et sur le taux de fréquentation des installations sanitaires.

Aux fins de ce défi, l'équipe de recherche s'est concentrée sur les latrines et les zones d'hygiène corporelle (ou les douches en Irak), ainsi que sur diverses formes d'éclairage portatif (torches, lanternes) ou fixe (lampadaires, éclairage mural/plafonnier). Elle a questionné les résident-e-s des camps sur leur perception du risque de VBG sous des formes spécifiques : personne s'immisçant dans les sanitaires pour vous regarder les utiliser (« voyeurisme »), harcèlement ou violence sexuelle sur le chemin menant aux installations sanitaires et violence sexuelle dans les installations sanitaires. Ces différents aspects ont fait office d'indicateurs pour mesurer la « crainte de VBG ».

Le présent rapport présente les conclusions de cette recherche. Nous espérons que les lectrices et les lecteurs de ce rapport et des ressources connexes sauront prendre des mesures pour améliorer en continu la sécurité des personnes, surtout des filles, des femmes et des personnes les plus vulnérables vivant dans des camps à travers le monde.

CONCLUSIONS DE LA RECHERCHE

Cette recherche conclut que l'installation d'un éclairage de bonne qualité dans les camps renforce la sécurité des personnes. De nombreux facteurs affectent la sécurité, surtout pour les filles et les femmes, et l'éclairage ne peut être qu'un volet d'une stratégie complète et bien coordonnée pour réduire les risques de VBG.

Cette conclusion n'a rien de surprenant pour de nombreux acteurs humanitaires. Lorsque le fonds HIF a proposé ce défi, il était déjà avéré que les filles et les femmes étaient confrontées à un nombre croissant de problèmes de sécurité spécifiques lorsqu'elles utilisaient des latrines collectives mal aménagées, notamment des violences sexuelles et d'autres formes de VBG. C'est même ce constat qui avait inspiré le défi de recherche³. La recherche a confirmé ces informations, mais il apparaît que l'ampleur des problèmes rencontrés par les filles et les femmes dans les installations sanitaires pendant la journée et une fois la nuit tombée, ainsi que le nombre de filles et de femmes évitant de s'y rendre, ont été sous-estimés. Par ailleurs, les acteurs humanitaires n'ont pas tous pris la pleine mesure de l'ampleur et de la complexité des VBG dans les camps.

Lors de ce processus de recherche, l'étude numérique a permis de constituer une base factuelle sur laquelle s'appuyer pour étayer les principales conclusions exposées dans ce rapport. Ce sont toutefois les discussions et les entretiens qui matérialisent les données, au fil des témoignages à répétition des filles et des femmes (et parfois des garçons et des hommes) sur leur sentiment d'insécurité et les mesures quotidiennes prises pour se prémunir contre les risques identifiés dans leur environnement immédiat.

L'éclairage est bien accueilli et de plus en plus reconnu comme un besoin élémentaire pour les personnes en situations de crise. Il ne fait aucun doute qu'il renforce le sentiment de sécurité des personnes, d'autant plus lorsque ces dernières décident du mode d'éclairage et de son emplacement. Plusieurs types d'éclairage sont requis (public, dans les ménages/éclairage individuel). Or l'éclairage est souvent fourni de façon ponctuelle et non coordonnée, notamment en raison de l'absence d'un mécanisme de coordination dédié. La recherche suggère que le genre et d'autres dynamiques du pouvoir affectent l'accès à l'éclairage, même en présence d'une distribution générale. Les femmes, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap bénéficient d'un accès moindre et sont donc plus exposées au vol. Il apparaît également que l'éclairage présente des avantages plus vastes, comme le renforcement de la cohésion communautaire et l'augmentation du nombre de personnes présentes dans les espaces publics une fois la nuit tombée, ce qui peut contribuer indirectement à rendre les camps plus sûrs pour leurs résident-e-s.

L'ampleur avec laquelle la crainte de VBG affecte la vie des filles et des femmes est particulièrement alarmante. Un grand nombre d'entre elles parlent de harcèlement sexuel et de la peur d'être violées ou agressées sexuellement. En Irak, et dans une moindre mesure au Nigeria, les normes culturelles et sociales qui régissent le comportement des filles et des femmes sous-tendent qu'en vertu de leur condition de femmes, leur présence dans des espaces publics une fois la nuit tombée paraît suspecte et laisse « libre cours » au harcèlement et aux agressions. Elles sont même tenues pour

responsables en cas d'agression. Les agressions et les abus sexuels peuvent avoir des conséquences graves, voire fatales. Lorsque les seules latrines disponibles pour les filles et les femmes sont les installations sanitaires collectives installées dans des espaces publics, elles sont confrontées à ces risques au quotidien et éprouvent honte et gêne lorsque des hommes peuvent les « voir » se rendre aux toilettes, surtout en période de régression.

Tandis que la recherche se concentre sur les recoupements entre installations sanitaires, éclairage et VBG, les conclusions portent pour la plupart sur la conception, l'emplacement, la qualité et l'état des installations sanitaires, ainsi que sur les effets de ces différents points sur la sécurité. Lorsque les normes de qualité existantes (comme Sphere) ne sont pas respectées, cela renforce considérablement le risque de VBG et réduit la fréquentation. Dans les trois études de cas, l'emplacement des installations sanitaires, qu'elles soient ou non clairement séparées par sexe par une signalétique ou même séparées dans l'espace, influe sur le taux de fréquentation et la crainte de VBG, les retours plaident massivement pour une séparation physique des installations sanitaires collectives entre les hommes et les femmes. La peur des serpents et des scorpions est omniprésente et constitue un facteur dissuasif considérable au moment de se rendre aux installations sanitaires. Toutefois, l'éclairage permet de les voir et de les éviter.

Nous décortiquerons au fil des pages suivantes certaines des principales conclusions de la recherche. Les études de cas et les rapports correspondants de chaque pays, qui présentent en détail les données et les conclusions, sont également disponibles⁴.



Des latrines dans le camp d'Aburi au Nigeria. Photo : Marion O'Reilly/Oxfam

L'ÉCLAIRAGE (DANS DES INSTALLATIONS SANITAIRES OU AILLEURS) AUGMENTE LE SENTIMENT DE SÉCURITÉ MAIS DOIT FAIRE PARTIE D'UNE STRATÉGIE PLUS COMPLÈTE AFIN DE RÉDUIRE EFFICACEMENT LE RISQUE DE VBG.

1. L'ÉCLAIRAGE FAVORISE LE SENTIMENT DE SÉCURITÉ ; les camps doivent être équipés de différents types d'éclairage afin d'améliorer la sécurité notamment des éclairages publics, individuels et dans les ménages.



2. L'ÉCLAIRAGE PRÉSENTE DES AVANTAGES AU-DELÀ DE LA SÉCURITÉ, car il permet d'améliorer les relations familiales et communautaires et contribue à des services d'urgence et de maintien de l'ordre efficaces.



3. DES STRUCTURES SANITAIRES DE MAUVAISE QUALITÉ augmentent la crainte de VBG, ce qui réduit le taux de fréquentation et pousse les usagers vers des pratiques potentiellement dangereuses pour la santé publique.








4. L'ACCÈS À L'ÉCLAIRAGE DIFFÈRE SELON LE GENRE. Par conséquent, même lorsque des éclairages sont distribués dans tous les ménages, les femmes et les filles y ont moins accès que les hommes. Les personnes les plus vulnérables ont l'accès le plus réduit et font face au risque de vol le plus élevé.



5. LA CRAINTE DES NUISIBLES tels que les serpents et les scorpions réduit le taux de fréquentation des installations sanitaires. Toutefois, l'éclairage permet aux usagers de les voir et de les éviter.



PRINCIPAUX RÉSULTATS PAR PAYS

	Irak		Analyse documentaire
	Nigeria		Études de cas
	Ouganda		



6. LA CRAINTE DE VBG est élevée dans les camps, en particulier parmi les femmes et les filles. Elles craignent notamment le voyeurisme, le harcèlement sexuel et les violences sexuelles.



7. LES INSTALLATIONS SANITAIRES COLLECTIVES sont considérées comme des zones potentiellement dangereuses pour les femmes et les filles.



8. LES INSTALLATIONS SANITAIRES DOIVENT ÊTRE SÉPARÉES POUR LES FEMMES ET LES HOMMES. Les femmes comme les hommes n'aiment pas devoir partager des sanitaires et préfèrent que les installations soient séparées dans l'espace.



9. LES NORMES CULTURELLES ET LES ATTENTES concernant le comportement des femmes et des filles influencent le taux de fréquentation. Dans les sociétés très conservatrices, les installations sanitaires collectives augmentent l'insécurité pour les femmes et les filles et les mettent face à un risque de préjudice sérieux.



10. LES FEMMES ET LES FILLES RESSENTENT DE LA HONTE ET DE L'EMBARRAS si des hommes les voient se rendre aux toilettes, de jour comme de nuit.

Installations sanitaires

Lors de crises humanitaires, l'approche standard en matière d'installations sanitaires d'urgence dans les camps se concentre sur des latrines et des zones d'hygiène corporelle collectives, puis tend progressivement vers des installations de quartiers ou au niveau des ménages. Dans de nombreuses situations, les filles et les femmes qui quittent leur abri une fois la nuit tombée le font principalement pour se rendre aux toilettes, notamment pendant leurs règles.

Or, les installations sanitaires collectives sont perçues comme des zones potentiellement dangereuses pour les filles et les femmes, surtout la nuit. À Malakal au Soudan du Sud par exemple, les responsables du camp interdisent aux filles et aux femmes d'utiliser les installations sanitaires de nuit, car elles sont jugées dangereuses. Par ailleurs, presque toutes les sources étudiées lors de l'analyse documentaire mettent en lumière les menaces ressenties par les filles et les femmes lorsqu'elles se rendent aux installations sanitaires. Ce ne sont pas les installations sanitaires à proprement parler qui sont considérées dangereuses, mais également le chemin qui y mène. Les chemins d'accès présentent toujours des risques même si les installations sont sûres et éclairées. Ce constat est confirmé dans les trois études de cas, et les risques perçus sont nettement plus marqués la nuit.

« Les latrines sont très sûres en journée, mais les risques d'agression sont réels une fois la nuit tombée⁵. »

Alors pourquoi les installations sanitaires collectives sont-elles considérées comme dangereuses pour les filles et les femmes ? L'emplacement joue un rôle clé. Trois facteurs permettent de mesurer le niveau de sécurité de l'emplacement des installations sanitaires : la distance par rapport aux abris, si les installations sanitaires sont séparées dans l'espace entre les femmes et les hommes ou s'il s'agit d'un seul bloc, et si les installations sanitaires sont séparées par sexe à l'aide d'une signalétique claire.

Au Nigeria, les latrines qui se trouvaient à une extrémité du camp étaient considérées comme dangereuses, car elles étaient isolées et éloignées des abris et car le camp n'était pas clôturé. En Ouganda, les femmes expliquaient ce qui suit :

« Les filles et les femmes peuvent être harcelées sexuellement et violées si les latrines sont très éloignées des abris⁶. »

Dans le cadre de la présente recherche les retours les plus véhéments portaient sur les aménagements sanitaires communs entre les hommes et les femmes. En Irak, les filles et les femmes, qui ont vécu trois années sous des règles strictes leur interdisant d'être en contact avec des hommes ne faisant pas partie de leur cercle proche, ont dû utiliser des latrines et des douches éloignées de moins d'un mètre des sanitaires des garçons et des hommes. Cette proximité a augmenté la probabilité de contact fortuit avec un homme dans un environnement où « le moindre contact avec un homme déclencherait un cataclysme⁷ ». Une autre femme interrogée a



En Ouganda, 92 % des femmes interrogées et 47 % des hommes interrogés ont indiqué ne plus utiliser les sanitaires une fois la nuit tombée. (Étude de base, novembre 2017) Photo : Rachel Hastie

expliqué ce qu'il adviendrait d'une fille ou d'une femme qui sortirait malencontreusement des latrines réservées aux femmes au même moment qu'un homme sortant des sanitaires réservés aux hommes :

« Les latrines sont si rapprochées qu'elles peuvent présenter un risque très élevé pour les femmes. Si une femme sort en même temps qu'un homme, elle peut être cataloguée comme prostituée. Vous êtes alors pointée du doigt et risquez d'être agressée, voire tuée par votre famille, ou violée par des hommes de la communauté qui déclareront que vous êtes une prostituée si vous les dénoncez⁸. ».

Il s'agit là d'exemples extrêmes, mais les soupçons pesant sur les filles et les femmes qui sortent de nuit et leur impact sur leur réputation sont une constante sur tous les sites, bien que dans des mesures différentes : toute rupture vis-à-vis des normes sociétales en matière de comportement risque de stigmatiser les filles et les femmes et de nuire à leur « réputation » et à leur « honneur », avec des graves conséquences allant jusqu'à mettre leur vie en danger.

En général, la **mise en commun des installations sanitaires collectives des hommes et des femmes est très impopulaire**. Le partage des mêmes cabines de douche a été jugé inacceptable aussi bien par les femmes que par les hommes interrogés, non seulement en Irak, mais aussi en Ouganda et dans les études de cas menées au Soudan du Sud. Toutes et tous ne cessent de demander des installations distinctes avec une signalétique claire. De nombreuses personnes demandent également une séparation dans l'espace, à savoir une distance réelle entre les sanitaires des hommes et ceux des femmes. En Ouganda, où le camp n'est pas densément peuplé, les participant-e-s aux discussions de groupe ont suggéré qu'une distance de 50 mètres était appropriée.

La conception, la qualité de construction et l'entretien des installations sanitaires pèsent également sur la perception des risques de VBG. Les installations provisoires ou de piètre qualité se détériorent souvent rapidement, avec des bâches en plastique arrachées, des parois qui s'effondrent, des portes qui ne ferment plus et des verrous manquants. Les installations sanitaires mal conçues et mal entretenues sont les plus dangereuses pour les filles et les femmes. L'absence de verrous, qui permet aux hommes d'entrer « fortuitement » dans les sanitaires des femmes, est un risque fréquemment mentionné. Les garçons et les hommes sont également préoccupés au sujet de leur intimité, exposés au regard des autres lorsqu'ils utilisent les sanitaires (« voyeurisme »).

Sur deux des sites de recherche (Irak et Ouganda), les installations sanitaires ont été aménagées sans consultation et avant que les résident-e-s ne s'installent dans le camp. Une fois les sanitaires installés, il est extrêmement difficile d'apporter des modifications susceptibles de renforcer le sentiment de sécurité des résident-e-s en raison du manque de ressources et/ou de capacité. Au Nigeria, les résident-e-s ont été consulté-e-s. Au départ, la population du camp avait demandé des huttes en herbe auxquelles elle est habituée, mais lorsque cela s'est révélé inapproprié dans ce camp très peuplé, des installations en dur dotées de portes à verrou et de fondations en béton ont été édifiées et se sont avérées nettement plus sûres. Cela démontre combien une

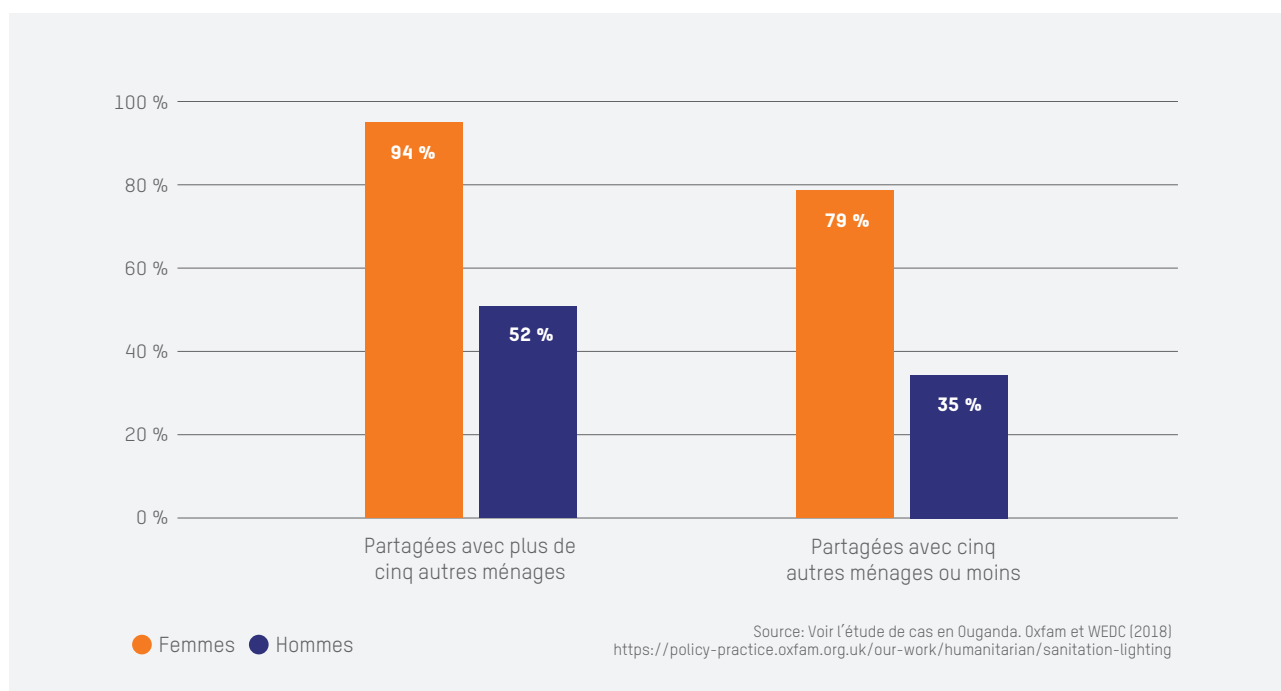
consultation permanente peut déboucher sur des modifications qui renforcent la sécurité.

Sur tous les sites de recherche, **les regroupements de garçons et d'hommes à proximité des installations sanitaires pour discuter** constituaient un problème courant et dissuadaient les filles et les femmes de se rendre dans ces installations. Cela conduisait en outre à une perception accrue du risque de VBG. Sur tous les sites, les filles et les femmes ont indiqué ressentir « honte » et « gêne » lorsqu'elles se rendaient aux latrines, surtout pendant leurs règles. Cet aspect doit être pris en compte lors de l'aménagement du site et de la mise à disposition de structures communautaires afin de décourager de tels rassemblements à proximité des installations sanitaires, mais aussi pour proposer une alternative pour qu'ils puissent se réunir. En Irak, les femmes ont proposé de séparer complètement les sanitaires pour éviter ces rassemblements. Ainsi, les garçons et les hommes n'auraient plus de raison légitime pour rester près des sanitaires des femmes. Au Nigeria, les responsables communautaires ont partiellement réussi à décourager les garçons et les hommes de se rassembler à proximité des installations sanitaires.

Les installations sanitaires évoluent dans le temps, les personnes suivant des codes et des normes d'usage. Au Nigeria, des groupes de ménages ont pris en charge le sanitaire le plus proche de chez eux, ont organisé des tours de rôle pour le nettoyage et recourent à des marqueurs dont ils sont familiers (comme un clou) pour identifier les installations réservées aux hommes. Les femmes ont indiqué se sentir plus en sécurité lorsque les sanitaires étaient partagés entre cinq ménages maximum, en précisant qu'elles étaient plus à l'aise pour partager ces installations avec les membres masculins des familles de leur entourage. En Ouganda, la recherche de base a été réalisée alors que les résident-e-s arrivaient tout juste dans le camp et ne se connaissaient pas encore ; quatre mois plus tard, l'esprit de communauté était nettement plus prononcé. Malgré cela, le plus gros changement attendu à cette époque n'a pas eu lieu, à savoir **la transition massive vers des latrines au niveau des ménages et la mise hors service des installations collectives**. Cette recherche n'avait pas pour vocation de comparer les niveaux de sécurité des sanitaires collectifs ou partagés au niveau des ménages. En Ouganda, nous avons toutefois pu constater que les femmes interrogées qui utilisaient des latrines partagées au niveau des ménages exprimaient un niveau de crainte de VBG moindre lorsqu'elles se rendaient aux sanitaires.

Pour les acteurs humanitaires, la mise à disposition d'installations sanitaires vise en premier lieu à réduire les risques de santé publique découlant d'une hygiène insuffisante et d'une mauvaise évacuation des matières fécales. Assurément, les risques de santé publique augmenteront si les latrines jugées non sûres ne sont plus utilisées, notamment au vu des alternatives les plus courantes (défécation en plein air et utilisation de sacs/seaux dans des abris sans disposer des moyens nécessaires pour évacuer les matières fécales en toute sécurité). Le tableau 1 indique le nombre de répondant-e-s ayant indiqué ne plus se rendre dans les installations sanitaires une fois la nuit tombée et celles et ceux recourant à ces autres pratiques. Ces chiffres se basent sur des autodéclarations et sont contextualisés et expliqués plus en détail dans les rapports pays. Par exemple, le taux de non-fréquentation très élevé chez les hommes en Irak s'explique en grande partie par la crainte des serpents et des scorpions. En Ouganda, les réfugié-e-s sud-soudanais-es avaient pour habitude de déféquer en plein air dans leur

FIGURE 1 : CRAINTE DE VBG PAR TYPE DE LATRINES, OUGANDA (RECHERCHE FINALE)



village, tandis que les résident-e-s du camp en Irak disposaient pour la plupart d'une salle de bains dans leur logement. En Irak et en Ouganda, un grand nombre d'hommes n'utilisant plus les sanitaires préféreraient ne pas dévoiler comment ils s'y prenaient.

L'utilisation de sanitaires sous la forme de contenants (sacs ou seaux) est courante dans les abris, notamment chez les femmes au Nigeria et chez les hommes et les femmes en Ouganda, même si aucune solution n'est proposée dans le cadre de l'intervention humanitaire pour évacuer ces déchets en toute sécurité. En Ouganda, les réfugié-e-s ont indiqué jeter ces déchets dans le bush et laver les contenants aux points d'eau. L'équipe de recherche a constaté une contamination au niveau des points d'eau, dont cette pratique pourrait en être la cause.

Des toilettes sommaires peuvent constituer une solution économique à court terme, mais une fois les coûts de réparation, d'entretien et de remplacement pris en compte, elles pourraient se révéler plus onéreuses sur le long terme. Les filles et les femmes considèrent déjà les installations sanitaires collectives comme potentiellement dangereuses. Des installations mal conçues et mal entretenues augmentent encore le risque de harcèlement, d'agression et de violence sexuels.

Le secteur humanitaire est régi par des normes bien établies (Sphere, notamment) qui ne sont pas respectées de façon homogène lors de l'installation de sanitaires en situation d'urgence. Les acteurs humanitaires doivent se conformer sans tarder aux normes de qualité existantes dans ce domaine, non seulement pour des raisons de santé publique, mais aussi dans le cadre de la stratégie de réduction des VBG.

TABEAU 1 : AUTRES PRATIQUES DES PERSONNES INTERROGÉES N'UTILISANT PLUS LES SANITAIRES UNE FOIS LA NUIT TOMBÉE DANS LES TROIS SITES ÉTUDIÉS (BASE)

	Recours autodéclaré à des sacs/seaux et à la défécation en plein air une fois la nuit tombée					
	Femmes interrogées			Hommes interrogés		
	% n'utilisant pas les sanitaires	% utilisant des sacs/seaux dans les abris	% déféquant en plein air	% n'utilisant pas les sanitaires	% utilisant des sacs/seaux dans les abris	% déféquant en plein air
Irak (17 % des hommes interrogés ont préféré s'abstenir de répondre)	63 %	1 %	3 %	84 %	0 %	15 %
Ouganda (10 % des hommes interrogés ont préféré s'abstenir de répondre)	92 %	46 %	49 %	47 %	30 %	16 %
Nigeria (2 % des personnes interrogées - femmes et hommes - ont préféré s'abstenir de répondre)	44 %	24 %	9 %	48 %	15 %	18 %

Remarque : les chiffres fournis correspondent aux pourcentages du nombre total de personnes de chaque sexe interrogées sur chaque site au cours de la recherche de base.



« Les femmes doivent avoir des latrines séparées de celles des hommes, d'au moins 40 ou 50 mètres », discussion de groupe avec des jeunes hommes réfugiés en Ouganda

« Avec des latrines séparées, on remarque facilement si un homme erre dans les environs pour de mauvaises raisons », discussion de groupe avec des femmes veuves en Irak

« Nous nous sentirions plus en sécurité si des éclairages étaient installés à l'intérieur et à l'extérieur des latrines », discussion de groupe avec des jeunes hommes au Nigeria

« Nous utilisons les latrines faites de ciment, équipées de verrous, bien couvertes et durables », discussion de groupe avec des femmes âgées au Nigeria

AUGMENTE LE TAUX DE FRÉQUENTATION



RÉDUIT LE TAUX DE FRÉQUENTATION

« Certaines latrines ne sont pas équipées de verrou, ce qui nous met mal à l'aise quand quelqu'un ouvre soudainement la porte », discussion de groupe avec des jeunes adolescents au Nigeria

« Les serpents et les scorpions, cela inquiète tout le monde », discussion de groupe avec des hommes âgés de 25 à 35 ans au Nigeria

« Les hommes et les femmes utilisent les mêmes latrines, les cabines ne sont pas séparées. Personne n'aime partager ces installations », discussion de groupe avec des jeunes réfugiés en Ouganda

« Si on vous voit interagir avec un homme en allant aux latrines, vous serez punie et humiliée », discussion de groupe avec des animateurs communautaires



Protection et violences basées sur le genre

Il y a toujours des violences basées sur le genre (VBG), qu'elles soient ou non visibles ou signalées. Il est d'ailleurs très peu probable que les gens en parlent, en raison de la stigmatisation et des répercussions possibles, les personnes survivantes se voyant reprocher d'avoir été agressées. Un expert en VBG en Irak a confirmé que « les femmes taisent en général les violences sexuelles »⁹, et l'équipe protection d'Oxfam en Ouganda a confirmé qu'il est « très difficile d'obtenir des informations sur les violences sexuelles dans les camps »¹⁰. Lors d'une évaluation menée au Nigeria, les résident-e-s des camps ont expliqué qu'ils/elles ne signalaient pas les cas de violences sexuelles de façon formelle. Au lieu de cela, la fille concernée doit épouser son bourreau ou un arrangement est convenu entre les parties¹¹. Par conséquent, cette recherche, conformément aux bonnes pratiques et aux normes éthiques, ne se base pas sur les cas de VBG déclarés de façon formelle, mais sur la perception du risque et la crainte de VBG.

« En cas de problème, la faute revient à la femme, car elle n'a pas écouté les conseils¹². »

Les VBG découlent des inégalités entre les femmes et les hommes, fortement ancrées de longue date, qui déterminent le rôle et les attentes des filles et des femmes, tout comme des garçons et des hommes. Les recherches menées sur le terrain ont corroboré ce constat : les normes sociétales régissant le comportement des filles et des femmes, notamment dans l'espace public, créent un environnement hostile et dangereux lorsqu'elles n'ont d'autres choix que d'utiliser les installations sanitaires collectives. Sur les trois sites de recherche, les personnes vivant dans les camps fuyaient un conflit. L'augmentation des VBG pendant un conflit est souvent le résultat d'une stratégie délibérée des belligérants. Elle découle également de l'insécurité générale et de l'agitation susceptibles d'ébranler les protections et les normes sociales au sein d'une communauté.

Les recherches sur les VBG doivent être menées avec soin et respecter des directives éthiques strictes (voir la méthodologie pour des détails complets). Au cours de cette recherche, aucune question ne portait sur un vécu personnel de VBG. Au lieu de cela, les personnes interrogées devaient indiquer leur degré de préoccupation sur 10 risques associés à l'utilisation d'installations sanitaires, notamment concernant « les nuisibles comme les serpents et les scorpions »,





« les dangers physiques comme un sol irrégulier » et quatre risques servant d'indicateurs pour jauger la crainte de VBG :

- Personnes qui vous regardent utiliser les sanitaires [« voyeurisme »]
- Harcèlement sexuel sur le chemin des latrines
- Violences sexuelles lors de l'utilisation des latrines
- Violences sexuelles à l'intérieur des latrines

Les niveaux de « crainte de VBG » ont été calculés d'après le nombre de personnes répondant à l'enquête ayant indiqué être « très inquiètes » sur au moins l'un de ces indicateurs. Ils étaient effroyablement élevés parmi les filles et les femmes sur tous les sites étudiés.

En Irak, les niveaux de crainte de VBG étaient nettement plus marqués parmi les femmes que parmi les hommes interrogés, même s'ils avaient considérablement diminué au moment de la recherche finale. Les filles âgées de 16 à 19 ans enregistrent les niveaux les plus élevés, suivies par les femmes de 20 à 25 ans. Le « voyeurisme » constitue la plus grande source d'inquiétude chez les femmes, en journée comme la nuit. La recherche a été étayée par des discussions de groupe et des entretiens avec les informateurs clés, au cours desquels les personnes ont évoqué leur inquiétude sur le fait d'être épiées ou filmées sur smartphones à travers les vitres brisées des latrines ou des douches. Ces pratiques peuvent déboucher sur des allégations de prostitution, du chantage et de graves atteintes à la réputation, susceptibles d'entraîner violence, stigmatisation, voire parfois la mort. Même si l'installation d'un éclairage dans les sanitaires était bienvenue et a renforcé le sentiment de sécurité, l'aménagement de sanitaires pour femmes à moins d'un mètre de ceux des hommes a été identifié comme le facteur à risque le plus considérable, allié à un environnement généralement hostile pour les filles et les femmes. Il convient de préciser que le risque « d'être vue sur le chemin des sanitaires » ne figurait pas parmi les quatre indicateurs de VBG, bien que cela soit étroitement lié aux problématiques culturelles et sociales sur le comportement des filles et des femmes en public. Lors de la recherche finale, sur les 107 femmes interrogées, 70 filles et femmes ont mentionné le risque d'« être vue » comme un facteur les décourageant d'utiliser les sanitaires une fois la nuit tombée. À titre de comparaison, les hommes interrogés se montrent très peu inquiets concernant les VBG. Dans les données de la recherche finale, il convient toutefois de souligner que quatre hommes (sur un total de 100) ont déclaré craindre des violences sexuelles perpétrées dans les sanitaires une fois la nuit tombée. Bien que cette recherche n'inclue pas les garçons âgés de moins de 16 ans, un informateur clé a indiqué que :

TABEAU 2 : NIVEAUX DE CRAINTE DE VBG SUR LES TROIS SITES ÉTUDIÉS

Niveau de crainte de VBG				
	Femmes interrogées		Hommes interrogés	
	Recherche de base 	Recherche finale 	Recherche de base 	Recherche finale 
Irak	50 %	19 %	2 %	5 %
Ouganda	95 %	85 %	38 %	40 %
Nigeria	55 %	58 %	46 %	11 %

Remarque : les rapports de recherche pays présentent ces données de façon beaucoup plus détaillée. Voir : <https://policy-practice.oxfam.org.uk/our-work/humanitarian/sanitation-lighting>

« Les garçons aussi sont victimes de viols, mais cela est rarement évoqué ouvertement »¹³

En Ouganda, les niveaux de crainte de VBG étaient extrêmement élevés parmi les femmes interrogées : 95 % lors de la recherche de base, 85 % au moment de la recherche finale. Si le schéma est assez homogène dans les différentes tranches d'âge, ce sont les filles âgées de 16 à 19 ans qui enregistrent les niveaux les plus élevés, suivies par les femmes de 20 à 25 ans. Lors des recherches de base et finale, les femmes interrogées ont indiqué des hauts niveaux de crainte sur les quatre indicateurs de VBG en journée, le « voyeurisme » enregistrant les niveaux les plus élevés. Des niveaux de crainte encore plus forts ont été mentionnés pour tous les risques une fois la nuit tombée. Les hommes interrogés ont également déclaré des niveaux de crainte supérieurs concernant les VBG, principalement du « voyeurisme », même si 5 hommes interrogés sur 80 lors de la recherche finale ont déclaré craindre des violences sexuelles sur le chemin menant aux sanitaires une fois la nuit tombée. Les experts en VBG ont confirmé que beaucoup de réfugié-e-s ont fait l'objet ou ont été exposé-e-s à des violences sexuelles lors de leur fuite vers le Soudan du Sud¹⁴. Même si les gens se montrent toujours réticents à parler des VBG, ce fut moins le cas ici que dans les communautés conservatrices au Nigeria et en Irak. Les réfugié-e-s étaient sur place depuis peu au moment de la recherche de base, et de nombreuses installations sanitaires étaient incomplètes (absence de portes, de verrous ou même de parois), offrant peu d'intimité et de sécurité. Cela explique les hauts niveaux de crainte en matière de « voyeurisme », mais pas les niveaux de crainte des autres formes de VBG qui étaient également très élevés. Le fait que ces craintes demeurent si élevées lors de la recherche finale (85 %) est alarmant et indique qu'il est urgent d'intervenir pour déterminer pourquoi autant de femmes ont un tel sentiment d'insécurité dans le camp.

Au Nigeria, plus de la moitié des femmes interrogées ont déclaré craindre des VBG, avec une légère augmentation au moment de la recherche finale (168 sur 289 femmes interrogées). Les filles âgées de 16 à 19 ans enregistrent le plus haut niveau de crainte (73 % lors de la recherche de base, 84 % au moment de la recherche finale). Les hommes ont également déclaré de hauts niveaux de crainte lors de la recherche de base, mais la recherche finale indique que des progrès notables ont été réalisés. Cette baisse peut s'expliquer en partie par l'augmentation de la taille de l'échantillon, passant de 54 lors de la recherche de base à 178 au moment de la recherche finale. Lors de cette dernière, 19 hommes ont exprimé leur crainte de VBG, répartie de façon homogène sur les quatre indicateurs de VBG, et l'équipe de recherche a eu vent d'un cas avéré de viol d'un homme pendant qu'il collectait du bois de chauffage.

Les différences de perception de la sécurité et du risque sont clairement propres au genre et interagissent avec d'autres facteurs comme l'âge (les adolescentes se montrant les plus inquiètes face aux VBG) et divers aspects de l'identité (en Irak, les veuves étaient perçues comme ayant un lien avec l'EIIS et font face à des réactions hostiles de la part de la communauté et des autorités). Sur tous les sites, les filles et les femmes sont suspectes lorsqu'elles sortent dans les espaces publics la nuit. Les femmes doivent demander la permission aux membres masculins de la famille pour sortir aux latrines une fois la nuit tombée et doivent souvent être escortées. Au Nigeria, l'éclairage supprime la nécessité d'être escortées pour certaines adolescentes, mais pas pour toutes. En Irak, même avec l'éclairage, les femmes doivent encore être escortées. Cette nécessité d'escorter les femmes crée des problèmes chez les garçons et les hommes dans les zones très militarisées en Irak et au Nigeria, en raison du risque de connexions potentielles avec des acteurs armés non étatiques. Les garçons et les hommes seraient menacés d'arrestation ou d'emprisonnement, et cela serait même source de violences conjugales. Sur tous les sites, il a également été fait mention de garçons et d'hommes victimes de viol et d'agressions sexuelles.



Une fille traverse un camp de réfugiés en Irak en tenant un enfant dans ses bras. Photo : Tommy Trenchard/Oxfam

À la question portant sur ce qui pourrait renforcer le sentiment de sécurité des personnes se rendant aux sanitaires de nuit, les réponses dépendaient grandement du contexte et revêtaient également un aspect pratique, et les suggestions pourraient très facilement être mises en œuvre par les acteurs humanitaires et les responsables des camps. Au Nigeria, lors de la recherche de base, l'accent avait été mis sur l'éclairage, mais également sur l'emplacement et une plus grande distance entre les sanitaires collectifs pour les femmes et les hommes. Au moment de la recherche finale, après la distribution de lampes dans tous les ménages, l'accent s'est reporté sur la qualité de la construction et l'entretien (parois solides, portes et verrous). À cette époque, les sanitaires étaient usés, bien que le passage de huttes en herbe à des structures en béton ait renforcé le sentiment de sécurité. 89 % des femmes interrogées ont indiqué que des verrous renforceraient leur sentiment de sécurité une fois la nuit tombée.

En Ouganda, lors des recherches de base et finale, les femmes et les hommes interrogés ont massivement demandé un éclairage à l'extérieur comme à l'intérieur des sanitaires, de meilleurs emplacements, ainsi que des portes et des parois plus solides. Il n'a hélas pas été possible d'installer un éclairage dans les latrines pendant la recherche. Cette opération reste possible si la transition vers des installations communes ou au niveau des ménages plus robustes est accélérée.

Lors de la recherche de base en Irak, l'éclairage était également une requête phare parmi les femmes et les hommes interrogés qui ont également demandé un meilleur emplacement et de plus grandes distances entre les sanitaires des femmes et ceux des hommes. Au moment de la recherche

finale, une fois l'éclairage installé par Oxfam en dehors des installations, les priorités ont évolué vers des parois, des portes et des verrous plus solides, avec une demande renouvelée pour éloigner davantage les sanitaires des femmes de ceux des hommes. Alors que les femmes et les hommes interrogés s'inscrivent dans des schémas similaires à ceux des autres sites étudiés, il est à noter qu'en Irak les priorités diffèrent considérablement entre les femmes et les hommes interrogés, ce qui peut indiquer combien les personnes de chaque sexe appréhendent leur environnement de façon différente.

Les résultats de cette recherche concernant les VBG ne sont pas surprenants, mais ils sont importants pour mettre en avant ce qui doit être mis en place pour réduire les risques de VBG dans les camps. La sensibilisation à ces risques varie : un représentant de camp au Nigeria a indiqué n'avoir jamais entendu parler de cas d'agression ou de violence sexuelle, un témoignage très contrasté par rapport à celui d'un membre du personnel d'une ONG locale qui aurait eu vent de 50 à 60 cas par mois dans tous les camps de Damboa, y compris des cas au camp Aburi. Les présentations initiales des conclusions de la recherche indiquaient qu'une grande partie des risques auxquels les filles et les femmes sont confrontées sont mal compris par les acteurs humanitaires qui ne travaillent pas spécifiquement sur les questions de VBG. Les discussions menées lors de la recherche sur le terrain indiquent que certains acteurs humanitaires sont réticents à accepter l'existence même de VBG, minimisant en permanence leur impact. Malgré des orientations sur les bonnes pratiques pour changer la donne, ces acteurs ne souhaitent pas agir sans « preuves tangibles ». Il s'agit d'une sérieuse entrave à la mise en place d'une action efficace, coordonnée et exhaustive pour réduire les risques de VBG dans les camps.



Des lampes portables distribuées dans le camp d'Aburi au Nigeria. Photo : Marion O'Reilly/Oxfam

Éclairage

On constate une demande évidente quant à l'installation d'un éclairage dans les camps, et cet éclairage joue un rôle majeur dans le sentiment de sécurité perçu par les personnes concernées. Oxfam a distribué ou installé des éclairages sur les trois sites dans le cadre de cette recherche : des lampadaires solaires en Ouganda, des lampes murales solaires dans les sanitaires en Irak et des lampes solaires portatives au Nigeria. Bien qu'il soit impossible de mesurer l'impact de l'éclairage sur la réduction des craintes de VBG au vu des nombreux facteurs impliqués, il ne fait aucun doute que **l'éclairage renforce le sentiment de sécurité des personnes face aux VBG lorsqu'il est judicieusement combiné à d'autres mesures**. L'éclairage dans les camps est apprécié, bien accueilli et même hissé au rang de besoin élémentaire. Lorsqu'il leur est demandé ce qui pourrait renforcer le sentiment de sécurité dans les sanitaires une fois la nuit tombée, les personnes interrogées ne cessent de mentionner un éclairage sur le chemin menant aux sanitaires, à l'intérieur et à l'extérieur des sanitaires, ainsi que partout ailleurs dans le camp. Au Nigeria, une fois les lampes solaires distribuées, la perception des risques la nuit a diminué. Les jeunes femmes ont signalé qu'elles « *n'avaient plus peur d'utiliser les latrines de nuit grâce à l'éclairage* »¹⁵ et les jeunes hommes que « *l'éclairage confortait leur sécurité* »¹⁶. En Irak, les participantes à une discussion de groupe de femmes en situation de handicap ont indiqué que

« **Désormais, l'éclairage autour des sanitaires est une bonne chose qui renforce le sentiment de sécurité** »

À la fin de la recherche, il subsistait toutefois de nombreuses demandes pour étendre l'éclairage à toutes les zones du camp, disposer de plus de lampes portatives pour les ménages plus nombreux et au niveau individuel, et pour renforcer l'éclairage à l'intérieur et à l'extérieur des latrines. **Les personnes ont besoin de plusieurs formes d'éclairage et les camps ont besoin de stratégies d'éclairage coordonnées et complètes**, notamment un éclairage public, au niveau des ménages et individuel, un éclairage « *ambient* » général, un éclairage dirigé pour des tâches spécifiques ou pour les promenades du soir, ainsi qu'un éclairage sur les différentes installations (latrines, marchés, dispensaires et chemins y menant).

Par contre, un éclairage mal pensé peut exposer les personnes à un risque plus élevé. La pose d'un éclairage au mauvais endroit ou dans des sanitaires de piètre qualité ne renforcera en rien la sécurité des personnes. L'étude de cas menée dans le camp de Malakal au Soudan du Sud, où l'éclairage des latrines a abouti à des regroupements d'hommes à proximité et à l'interdiction pour les femmes d'utiliser les latrines de nuit, illustre combien un éclairage mal pensé peut augmenter les risques. Une minorité des personnes interrogées ont suggéré que l'éclairage pouvait rendre les personnes vulnérables plus visibles, et donc augmenter le risque de devenir la cible de vol ou d'agression. Il est toutefois impossible de gérer de tels risques. L'éclairage portatif contrôlable à l'échelle individuelle est particulièrement apprécié, **et des approches communautaires peuvent garantir un éclairage approprié et efficace pour toutes et tous**. L'étude de cas sur l'éclairage communautaire réalisée au Bangladesh démontre la manière dont les consultations avec les femmes ont abouti à la mise en place de lampadaires orientés de sorte à ne pas éclairer directement les sanitaires et à éviter de rendre leurs utilisatrices et utilisateurs trop visibles dans une culture où

les femmes se sentent mal à l'aise lorsqu'elles y sont vues. En Grèce, l'étude de cas a illustré combien les consultations en cours à Doliana avaient permis d'adapter et d'améliorer l'éclairage en continu.

L'analyse documentaire a permis de constater que l'éclairage public (comme les lampadaires) ne solutionne pas les vols ni le vandalisme et peut déclencher des comportements antisociaux. Des **approches communautaires** pourraient réduire de tels risques. Par ailleurs, les groupes de maintenance comme ceux mentionnés dans l'étude de cas au Bangladesh peuvent contribuer à entretenir l'éclairage public tout en suivant les performances et en identifiant les problèmes, par exemple de pollution lumineuse dans les abris. Les résidents des camps disposent souvent des compétences et de la capacité requises pour participer, comme l'atteste l'étude de cas menée au Liban, où des réfugiés syriens ont pu participer à la sélection du modèle d'éclairage et ont également mis à profit leurs compétences d'électriciens pour installer le réseau d'éclairage. Les accords communautaires convenus sur les paiements du carburant offriront une plus grande durabilité, et cette approche a été visiblement très appréciées par les réfugié-e-s qui ont exprimé leur satisfaction d'être traité-e-s avec respect et dignité.

Dans tous les camps couverts dans cette étude, les occupant-e-s disposaient déjà d'une solution d'éclairage : des lampadaires en Irak, des lampes solaires distribuées par les agences d'aide, des lampes de poche à piles achetées dans les marchés locaux, les lumières émises par les téléphones portables ou des lampes rechargeables (par ex., à remonter), tandis que d'autres utilisaient des lampes à pétrole, des bougies ou encore des torches en herbe ou en brindilles. **Les lampes de poche à piles restent très appréciées**, surtout parmi les hommes et même après la distribution des lampes solaires. **Un éclairage solaire de bonne qualité est très apprécié comme forme sûre d'énergie gratuite**. L'étude de cas menée à Panyijar au Soudan du Sud démontre combien l'éclairage solaire peut renforcer la sécurité, le conflit ayant rendu les chemins d'accès pour acheter des piles dangereux et les prix fluctuant considérablement. Par ailleurs, le risque d'incendie inhérent aux bougies, aux torches et aux lampes à pétrole a été mis en avant dans toutes les études de cas. L'expérience menée au Bangladesh illustre que la qualité des éclairages solaires équipant les ménages et leurs avantages pour les utilisatrices et utilisateurs varient grandement. Elle démontre toutefois également combien une coordination efficace et des directives techniques établies d'un commun accord peuvent rehausser les normes et promouvoir une approche communautaire sensible au genre.

L'accès à l'éclairage est affecté par les questions femmes-hommes et les dynamiques du pouvoir au sein des ménages et des communautés. La consultation avec tous les membres d'une communauté, par exemple pour identifier les lieux publics à éclairer et comment, est essentielle pour s'assurer que les besoins de sécurité des personnes les plus vulnérables et les plus marginalisées sont satisfaits. Même lorsque des éclairages sont distribués dans tous les ménages, **les garçons plus âgés et les femmes ont davantage accès à l'éclairage que les filles et les femmes**. Lorsqu'une ressource est partagée, certaines personnes sont prioritaires par rapport à d'autres. Un informateur clé du bureau du Premier ministre en Ouganda a expliqué que

« **Les gens apprécient l'éclairage, mais les foyers ne disposent que d'une seule source de lumière, même s'ils se composent de dix individus répartis sous trois abris** »¹⁷.

Les résultats de l'étude ont démontré que les hommes bénéficiaient davantage de l'éclairage que les femmes, appelant à la distribution de deux lampes solaires pour chaque foyer Rohingya dans les camps au Bangladesh. Cette solution a permis aux filles et aux femmes de bénéficier d'un meilleur accès, même si quelques lampes se sont retrouvées sur les marchés locaux pour y être revendues.

L'éclairage est un domaine relativement nouveau pour les acteurs humanitaires et très peu de conseils techniques sont disponibles. Cette inexpérience a conduit à des défauts d'installation, notamment un mauvais alignement des panneaux solaires ou un positionnement incorrect des structures. Les directives sont également insuffisantes en matière de sécurité, pour s'assurer par exemple que les structures résisteront à une tempête et que les panneaux solaires pourront être nettoyés sans danger. L'absence d'aménagement durable en matière d'éclairage public constitue une lacune majeure, et tout effort pour la combler est sapé par les cycles de financement courts de la part des bailleurs lors des interventions d'urgence. L'éclairage public est très onéreux à fournir et doit durer entre 10 et 20 ans, mais une bonne partie de ces dépenses seront gaspillées si les structures ne sont pas entretenues. **Nous avons l'opportunité d'élaborer des structures de coordination multisectorielle et**

de développer des directives techniques holistiques couvrant les problématiques techniques, culturelles et sociales.

Les investissements dans l'**éclairage présentent des avantages au-delà de la sécurité**. L'éclairage permet aux résident-e-s d'utiliser plus facilement les installations sanitaires, de mieux les entretenir et d'éviter de trébucher dans les déchets. Il aide en outre les filles et les femmes à utiliser des protections menstruelles. Les personnes interrogées témoignent de la différence apportée par l'éclairage dans leurs interactions à l'échelle de la famille et de la communauté, comment il prolonge la journée, permet d'étudier et anime les marchés. En Ouganda, il a optimisé les services ambulanciers et facilite le maintien de l'ordre au niveau communautaire. Si la raison d'être et la conception des programmes d'éclairage doivent d'abord être motivées par des questions de sécurité, il s'agit aussi d'un moyen rentable d'impacter beaucoup plus positivement sur la vie des personnes, avec un large éventail de nouvelles approches innovantes. Cela peut notamment inclure des approches commerciales avec des espèces et des coupons pour l'éclairage des ménages, la transformation des zones éclairées en espaces communautaires ou la location de l'espace aux commerçants pour générer des revenus pour les réparations et les pièces de rechange.



Un camp informel pour réfugiés syriens au Liban. Photo : Sam Tarling/Oxfam

ÉCLAIRAGE PUBLIC

PLUSIEURS OPTIONS COUVRANT :



- Le camp entier
- Les chemins et croisements principaux
- L'intérieur et l'extérieur des services principaux (par ex. le centre médical)
- L'intérieur et l'extérieur des installations collectives/du voisinage (par ex. les latrines)

NOTRE CONSEIL !

Veillez à ce que tout l'éclairage (public ou des ménages) soit accompagné de garanties que vous et les usagers puissiez activer si nécessaire.

L'ÉCLAIRAGE PEUT ÊTRE :

- **multidirectionnel** pour un éclairage « ambiant » général
- **unidirectionnel** pour éclairer une zone en particulier
- **mural ou plafonnier** à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments ou structures
- des **guirlandes** de lumières



IDÉES LUMINEUSES :



L'éclairage public doit être disposé et orienté de façon à éclairer correctement la zone ciblée et afin d'éviter toute pollution lumineuse dans les abris.

L'éclairage public doit être

- Alimenté par une énergie durable
- Résistant aux cyclones/tempêtes
- Résistant au vandalisme/vol
- Résistant à l'eau/étanche
- Facile à entretenir pour les populations locales
- Composé de pièces facilement remplaçables

LES USAGERS ONT BESOIN DE

ÉCLAIRAGE DU MÉNAGE ET INDIVIDUEL

L'ACCÈS ET LE CONTRÔLE DIFFÉRENT SELON LE GENRE

Les femmes et les filles ont souvent un accès à l'éclairage plus restreint que les hommes et les garçons, même lorsque des éclairages sont distribués dans tous les foyers.

Les dynamiques de pouvoir au sein de la communauté ont pour effet que les personnes plus vulnérables ont souvent un accès plus restreint à l'éclairage et sont plus susceptibles d'être victimes de vol. Des évaluations, des consultations et des initiatives au niveau de la communauté doivent contenir les mesures nécessaires afin de permettre une inclusion équitable de tous les membres de la communauté, y compris des femmes et des filles, des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, des minorités de genre et sexuelles.



OPTIONS PORTABLES

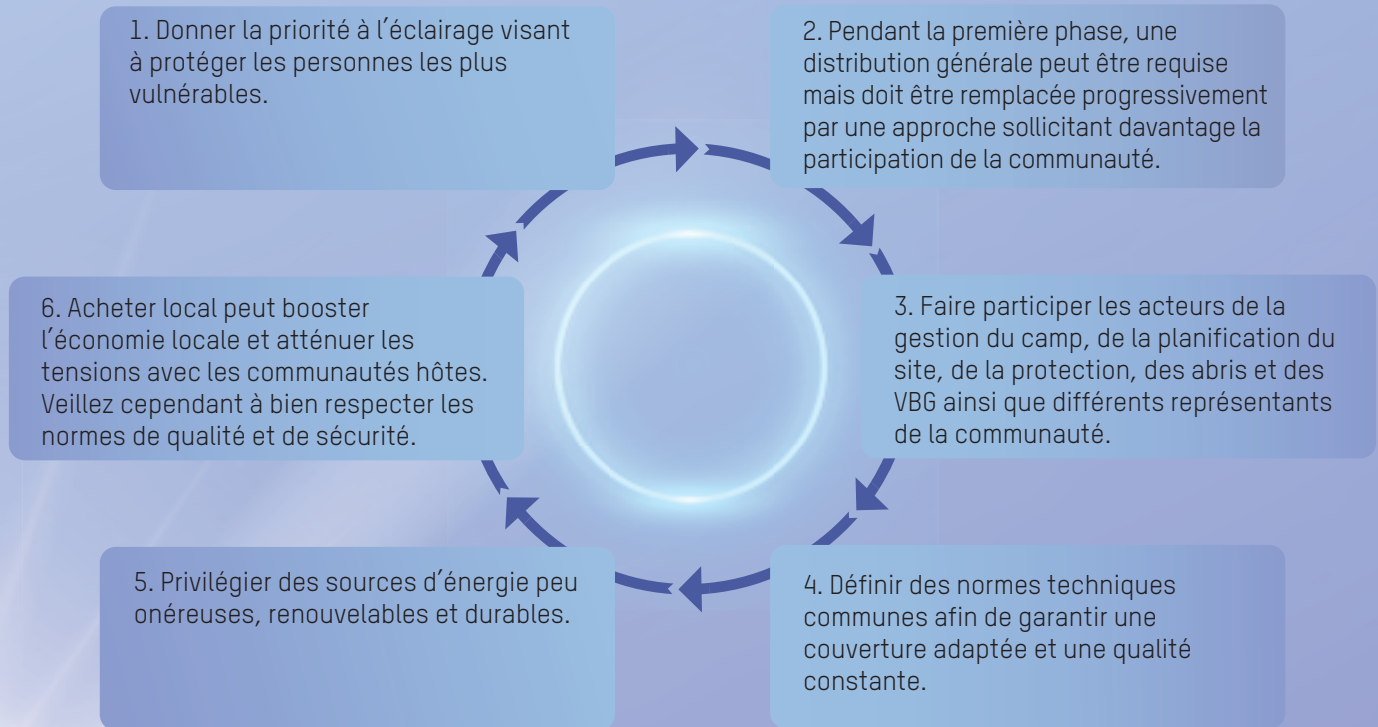
Des lanternes et des lampes peuvent être accrochées afin d'éclairer les abris et de fournir un éclairage ambiant général, ou être utilisées sous haute puissance pour certaines tâches (lire ou cuisiner par ex.) Elles doivent être solides, résistantes à l'eau et disposer de paramètres de faible consommation d'énergie. Les chargeurs de téléphone portable intégrés sont populaires.



Les torches doivent être légères et portables avec un faisceau directionnel afin de faciliter le déplacement. Les équipements sans fil sont utiles ; la possibilité d'accrocher, la faible consommation en énergie, la résistance à l'eau/l'étanchéité et les chargeurs de téléphone portable intégrés sont populaires.



LES CAMPS ONT BESOIN D'UNE STRATÉGIE D'ÉCLAIRAGE COMPLÈTE



DIFFÉRENTS TYPES D'ÉCLAIRAGE

L'ÉCLAIRAGE EST PLUS EFFICACE ET DURABLE LORSQU'IL REPOSE SUR UNE APPROCHE COMMUNAUTAIRE



Des groupes communautaires peuvent aider aux évaluations, à identifier les emplacements et ménages prioritaires, à tester les éclairages et à former d'autres personnes sur la manière de maximiser l'efficacité et d'utiliser toutes les fonctions disponibles.

Une « approche communautaire » va plus loin que la consultation et le feedback ; elle demande de travailler systématiquement et activement en partenariat avec les résidents des camps.

Beaucoup de réfugiés et de PDI peuvent apporter leurs compétences ou être formés afin de jouer un rôle technique dans les projets d'éclairage.

Un groupe communautaire sur l'éclairage peut :

- Favoriser la participation active des femmes, des filles et des autres groupes susceptibles d'être marginalisés ;
- permettre l'appropriation de l'éclairage public par la communauté ;
- prévenir les comportements antisociaux, le vol et le vandalisme ;
- contrôler le fonctionnement de l'éclairage et identifier les problèmes rapidement ;
- effectuer l'entretien de base, tel que nettoyer les panneaux solaires, désherber et vérifier l'érosion des fondations ;
- communiquer avec la communauté afin d'identifier les problèmes (par ex. la pollution lumineuse dans les abris et les suggestions concernant l'emplacement de l'éclairage)
- fournir des retours sur l'impact de l'éclairage et favoriser une communication bilatérale avec la communauté.

LE CYCLE DE VIE DE L'ÉCLAIRAGE

ÉVALUATION ET PLANIFICATION

- S'assurer que les évaluations incluent tous les aspects de l'éclairage, notamment les questions femmes-hommes, culturelles, sociales, techniques et de gestion du site, avec des visites du site virtuelles et en personnes une fois la nuit tombée.
- Recourir à des méthodes participatives de sorte que les différentes parties de la communauté du camp puissent identifier conjointement les domaines prioritaires en matière d'éclairage, dans un souci de protection et de sécurité.
- Identifier les capacités et les compétences existantes dans la communauté et la volonté de suivre des formations.
- Travailler avec les filles et les femmes et avec les groupes vulnérables et marginalisés afin d'identifier leurs besoins spécifiques en matière d'éclairage.
- Déterminer quelles sources d'éclairage existent déjà, qui y a accès et qui les contrôle, ainsi que leur niveau de durabilité et de fiabilité, en tenant compte des questions femmes-hommes et de la dynamique du pouvoir.
- Identifier les solutions disponibles sur les marchés locaux, des moyens de s'assurer que les normes de qualité sont satisfaites, ainsi que l'échéancier, la logistique et les coûts d'importation de l'éclairage.
- Les services formels (centres médicaux, postes de police) et informels (sages-femmes dans la communauté) ont également besoin d'éclairage.
- Une stratégie d'éclairage complète au niveau de la personne, du ménage et de l'espace public doit s'inscrire à l'échelle de la communauté, tenir compte des questions femmes-hommes, répondre à des normes de qualité et être déployée progressivement au fil de l'expansion du camp.
- Intégrer dès le départ la durabilité et l'appropriation par la communauté en matière de source d'énergie, de gestion et de maintenance et d'entretien à long terme, surtout après le départ des acteurs humanitaires.

MISE EN ŒUVRE ET SUIVI

- Tous les acteurs de l'éclairage doivent s'accorder sur des normes techniques conjointes tenant compte des approches communautaires et d'autres problématiques telles que la résistance aux intempéries, la sécurité et la planification de la maintenance et de l'entretien.
- Établir une structure de coordination pour tous les acteurs de l'éclairage et chercher des options d'achat groupé.
- Travailler avec les communautés pour tester et choisir des modèles, ainsi que sur d'autres aspects comme la durabilité, les coûts de financement et d'exploitation, les garanties, les préférences des utilisatrices et utilisateurs (portabilité, luminosité, taille/poids) et diverses fonctions comme la recharge des téléphones portables.
- Tenir compte de la taille des ménages et des besoins/de l'accès des personnes à des fins différentes pour déterminer la quantité et la spécification des dispositifs d'éclairage pour s'assurer que tout le monde y a accès au moment requis.
- Former des sous-traitants pour installer l'éclairage conformément aux exigences en matière de prévention et de protection contre l'exploitation et les abus sexuels, et faire de la conformité à ces exigences et aux directives techniques une obligation contractuelle.
- Envisager de travailler avec les coopératives et commerçants locaux pour s'assurer que les bénéfices profitent à la communauté hôte.
- Lors de la distribution des éclairages individuels et à l'échelle des ménages, s'assurer que chacune et chacun sait utiliser toutes les fonctions, sait comment conserver la plus grande autonomie possible et comment faire valoir la garantie.
- Former, donner les moyens et soutenir les groupes en charge de l'entretien et de l'appropriation de l'éclairage public par la communauté, et s'assurer que ces groupes disposent de l'autorisation et du soutien des autorités du camp.
- Les groupes en charge de la maintenance peuvent suivre et consigner les problèmes de performance rencontrés sur l'éclairage public, identifier les problèmes/solutions et faire office d'intermédiaires pour le feedback permanent.

ADAPTATION, DURABILITÉ ET APPRENTISSAGE

- Disposer d'un fonds de maintenance et de réparation dédié à l'éclairage public, anticiper l'achat des kits d'outillage et des principales pièces de rechange et développer les compétences au sein de la communauté.
- Procéder à un suivi et à des contrôles réguliers de toutes les formes d'éclairage. Continuer de soutenir les groupes de maintenance à l'échelle de la communauté au-delà du financement initial du projet.
- S'assurer de savoir comment faire valoir les garanties sur l'éclairage et les principaux composants de l'éclairage comme les piles et les panneaux solaires.
- Installer l'éclairage public d'une façon qui réduit les risques de vol et de vandalisme, mais permet un repositionnement ou un changement d'inclinaison par la suite au besoin (par ex. en cas de pollution lumineuse dans les abris).
- Documenter et partager les apprentissages pour renforcer les connaissances et les compétences techniques des acteurs humanitaires en matière d'éclairage.
- Assurer l'évaluation et le suivi par le biais d'examen et d'évaluations par les pairs avec les autres agences travaillant sur l'éclairage et en s'appuyant sur des processus d'apprentissage participatifs et communautaires.
- Promouvoir l'innovation, par ex. explorer comment l'éclairage public peut générer des revenus, comme la location des espaces sous certains lampadaires pour les commerçants, pour financer la maintenance et les réparations sur le long terme.

CHAQUE CAMP EST DIFFÉRENT

Ce projet de recherche se concentre spécifiquement sur les camps de réfugié-e-s et de personnes déplacées internes. Aucun camp n'a son pareil et il est impossible de généraliser. Les camps ont toutefois en commun d'accueillir des personnes contraintes de fuir pour échapper à la violence. Les camps sont des refuges, mais aussi des lieux où peuvent régner l'insécurité et le danger.

Les trois camps présentés dans les études de cas étaient très différents les uns des autres et ont évolué pendant la période de recherche. En Irak, le camp était préplanifié et certaines personnes étaient de passage, hébergées provisoirement avant de rejoindre un autre site ou de retourner chez elles. Au Nigeria, le camp Aburi n'est pas officiellement reconnu par les autorités, même s'il dispose d'infrastructures et d'un leadership. Il est frappant de voir les personnes fuyant le conflit interne au Nigeria et en Irak traitées avec méfiance par les autorités et les acteurs militaires en raison du risque d'infiltration potentielle d'acteurs armés. Cela a nui à la parité femmes-hommes, car les garçons plus âgés et les hommes étaient détenus aux fins de contrôles de sécurité avant d'être admis dans les camps. En Ouganda, le camp était planifié et il n'y avait aucune présence militaire, les réfugié-e-s fuyant le conflit en traversant la frontière au Soudan du Sud. Le camp était géré par le bureau du Premier ministre et la police civile (avec des membres féminins) était présente sur site. Les études de cas documentent certains des défis inhérents à la constitution de sites informels : des installations de tentes informelles pour les réfugié-e-s syrien-ne-s dans la vallée de Bekaa au Liban aux vastes camps établis de façon spontanée pour les réfugié-e-s rohingyas au Bangladesh.

Les trois camps où les études de cas ont été menées étaient relativement récents. En fait, pendant que nous menions notre recherche en Ouganda, des réfugié-e-s continuaient d'arriver chaque jour et les acteurs de l'aide avaient toutes les peines du monde à répondre aux demandes. Ce facteur a

sans aucun doute contribué à la transition lente des latrines collectives à des latrines partagées (moins de cinq ménages) ou au niveau des ménages. Néanmoins, entre la recherche de base et la recherche finale, ces personnes ont appris à se connaître et un esprit de communauté commençait à se développer. Cet aspect est important, car sur tous les sites de recherche, les personnes interrogées ont exprimé une peur des « étrangers ». Le fait de ne pas connaître ceux de leur environnement immédiat pesait certainement dans leurs perceptions du risque.

Tous les camps évoluent dans le temps, non seulement en termes de cohésion sociale, mais aussi concernant les infrastructures physiques. L'éclairage a son importance, car il doit être installé de sorte à permettre une certaine adaptation par la suite. Dans le camp Omugo, une mauvaise communication et des difficultés de coordination ont débouché sur une installation de lampadaires sur les sites d'approvisionnement en eau des réservoirs, même si cela était sujet à modification par la suite. D'après les observations réalisées dans les sections plus anciennes du camp de Rhino, où des lampadaires étaient en place depuis un à deux ans, certains étaient bien placés, tandis que d'autres étaient mal positionnés et inclinés, si bien qu'ils projetaient de l'ombre là où les personnes avaient précisément besoin de lumière. Suite à ces conclusions, les lampadaires référencés dans l'étude de cas menée au Bangladesh ont été conçus pour être facilement déposés de leur socle en béton et repositionnés, au besoin.

La nécessité de réaliser chaque opération en concertation avec les résident-e-s constitue sans doute l'apprentissage le plus précieux tiré de l'expérience dans les camps. Le degré d'appropriation doit être soutenu, et les résident-e-s doivent avoir la possibilité d'apporter leurs compétences, leurs idées et leurs connaissances dans le cadre de l'intervention humanitaire si cette dernière ambitionne de répondre à leurs besoins de façon productive et efficace.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'objet de ces recherches était de déterminer si l'éclairage peut réduire les risques de VBG. Sans surprise, les conclusions confirment que l'éclairage à lui seul ne suffit pas à réduire les risques de VBG. Depuis 2015, les Directives ciblant la violence basée sur le genre de l'IASC¹⁸ formulent des recommandations en matière d'éclairage et de VBG. Elles indiquent que des activités réduisant les risques de VBG doivent être menées dans les camps, notamment qu'« un éclairage adéquat soit présent dans tous les espaces publics et communautaires ainsi que dans toutes les zones jugées à risque en matière de violence basée sur le genre. Les organismes de gestion du camp doivent en priorité équiper les toilettes, les latrines et les espaces destinés à la toilette, ainsi qu'à proximité ». Sphere et d'autres normes imposent également un « éclairage adéquat ». La notion d'« éclairage adéquat » ne s'accompagne d'aucune définition plus précise et devrait largement dépendre du contexte. Ce qui ne fait aucun doute, c'est que l'éclairage ne peut constituer qu'un volet d'une stratégie de réduction des VBG et que d'autres actions bien coordonnées sont requises en parallèle pour réduire efficacement ce risque.

Les inquiétudes des filles et des femmes concernant les VBG sont très préoccupantes dans les camps, surtout lors de la phase initiale où l'esprit communautaire est peu développé et les structures de gouvernance pas tout à fait établies. Malgré cela, les résident-e-s des camps ont des suggestions intéressantes sur ce qui peut être fait pour renforcer la sécurité. Une implication permanente de la communauté avec tous les sous-groupes de la population du camp est essentielle pour garantir une intervention humanitaire de bonne qualité, protéger la dignité des personnes en situation de crise et respecter leur libre arbitre et leur capacité à améliorer leurs propres conditions. Cela doit dépasser le stade de l'« écoute » et inclure d'entreprendre des mesures et des modifications en réponse au feedback de la communauté.

Notre recherche démontre le taux étonnamment élevé de non-utilisation des latrines collectives, à la fois en journée et encore plus la nuit, par les femmes et les hommes, notamment par crainte de VBG. Là encore, les facteurs s'entrecroisent : un mauvais emplacement avec une séparation inadéquate des installations par sexe allié à une piètre qualité de construction et/ou de maintenance et de réparation font que les filles et les femmes considèrent les installations sanitaires comme des zones dangereuses, surtout une fois la nuit tombée. Aucun de ces facteurs n'est inconnu : ils ont tous été identifiés dans les normes de qualité existantes dans le secteur humanitaire. En tant qu'acteurs humanitaires, nous fixons ces normes parce que nous savons qu'il est important de satisfaire aux besoins de ces personnes de façon sûre, dans le respect de leur intimité et de leur dignité. Cette recherche renforce les connaissances existantes, mais nous souhaitons poser les questions suivantes : pourquoi sommes-nous systématiquement incapables de répondre à ces normes et que pouvons-nous mettre en place sans délai pour commencer à redresser la barre ? Il convient de combler de toute urgence les lacunes en matière de financement, de capacités, de ressources et d'expertise technique.

La recherche ne couvrait pas certains domaines spécifiques : ainsi, les enfants âgés de moins de 16 ans n'étaient pas directement inclus, même si les entretiens menés auprès de la classe d'âges 16-19 ont révélé que les adolescentes étaient très préoccupées par les VBG, tout comme certains adolescents. Lors des discussions de groupe menées en Ouganda, les adolescent-e-s ont décrit combien leur expérience de la vie dans le camp était différente de celle des adultes. Ce constat pourrait faire l'objet d'une nouvelle recherche à l'avenir. Par ailleurs, cette recherche ne portait pas spécifiquement sur les questions femmes-hommes ou les problématiques rencontrées par les minorités sexuelles, ce qui constitue une autre lacune de taille en termes de connaissances et de preuves méritant une attention particulière.



Des latrines et un lampadaire dans un camp de réfugiés en Ouganda. Photo : Rachel Hastie/Oxfam.

RÉSULTATS CLÉS

L'éclairage (dans les sanitaires et ailleurs) peut renforcer le sentiment de sécurité, mais ne peut à lui seul réduire les VBG. Le niveau de crainte de VBG est très élevé dans les camps, surtout parmi les filles et les femmes.

Pour garantir des mesures de sécurité efficaces, les résidents ont besoin d'un éclairage de bonne qualité. L'éclairage présente des avantages plus vastes, comme l'amélioration de la propreté et de l'accessibilité des sanitaires, une meilleure visibilité pour éviter les serpents et les scorpions et même la promotion de la cohésion communautaire, des relations familiales, ainsi que de l'activité économique et sociale.

L'accès à l'éclairage et son contrôle sont affectés par les questions femmes-hommes et la dynamique du pouvoir. Les personnes les plus vulnérables sont les plus exposées au risque de vol.

Les installations sanitaires collectives et les chemins d'accès sont considérés comme des zones potentiellement dangereuses pour les filles et les femmes, surtout lorsque les sanitaires ne sont pas séparés par sexe. Les filles et les femmes éprouvent honte et gêne lorsque les garçons et les hommes les voient se rendre aux latrines. Tous ces facteurs ont des effets négatifs sur les taux de fréquentation.

L'emplacement, la qualité de construction (portes, parois, verrous, etc.) et l'état des sanitaires ont un impact considérable sur la « crainte de VBG » des filles et des femmes, et cela affecte le taux de fréquentation. Des sanitaires de mauvaise qualité exposent les filles et les femmes à des risques accrus de VBG.

RECOMMANDATIONS

La réduction des risques de VBG dans les camps requiert une stratégie tenant compte des questions femmes-hommes complète qui prend en considération l'environnement physique, la conception et la gestion des infrastructures (comme les latrines), ainsi que de facteurs sociaux et culturels et d'inégalités sous-jacentes à l'origine de VBG sous de multiples formes. Une stratégie efficace doit être élaborée et mise en œuvre par tous les acteurs humanitaires et par les autorités, couplée à des conseils et au soutien d'experts en VBG. Pour cela, les acteurs humanitaires doivent s'affranchir de leur fonctionnement en « silos » sectoriels et commencer à travailler ensemble de façon plus constructive et coordonnée.

Dans le contexte d'un camp, la stratégie doit combiner l'éclairage des espaces, des services et des installations publics à l'éclairage des ménages et individuel, en mettant l'accent sur une qualité homogène, une source énergétique durable et une planification propice à une maintenance à plus long terme.

Les approches communautaires sont essentielles pour s'assurer que l'éclairage répond aux besoins de sécurité des personnes les plus vulnérables et qu'il est durable. Le secteur humanitaire a besoin d'un mécanisme pour coordonner la façon dont il répond aux besoins en matière d'éclairage (et autres énergies). Il doit également élaborer des directives techniques promouvant les meilleures pratiques, établir des normes et des exigences de qualité et mener des recherches, des études et des évaluations conjointes afin d'optimiser l'apprentissage.

Les programmes d'éclairage doivent s'appuyer sur une excellente compréhension des relations femmes-hommes et des autres dynamiques du pouvoir. À défaut, ils seront inefficaces pour les filles, les femmes, les personnes les plus vulnérables et les groupes marginalisés. Les évaluations et les consultations doivent inclure tous les groupes, et idéalement une visite sur le terrain une fois la nuit tombée pour cartographier l'éclairage existant, qui y a accès et qui le contrôle, et comment de nouvelles sources d'éclairage seront affectées par les questions femmes-hommes et la dynamique du pouvoir. Les acteurs humanitaires doivent construire un plus gros corpus de connaissances sur l'éclairage pour contribuer aux directives opérationnelles. Les interventions sur l'éclairage (comme sur toutes les autres formes d'énergie) doivent tenir compte des questions propres au genre, culturelles et sociales, ainsi que de facteurs purement techniques.

Toutes les installations sanitaires collectives doivent être séparées avec une signalétique claire pour les femmes et les hommes. Il est indispensable de concevoir des installations sanitaires permettant une adaptation ultérieure et de veiller à un engagement communautaire permanent pour corriger les problèmes de sécurité, notamment en vue de réduire les risques de VBG. Il convient d'organiser des consultations régulières avec les filles et les femmes et d'assurer un suivi des installations sanitaires et des ressources pour apporter des adaptations. L'éclairage peut être conçu pour offrir suffisamment de visibilité tout en protégeant la confidentialité des utilisatrices et des utilisateurs. De nombreuses filles et femmes réclament des zones qui leur sont exclusivement réservées alliant latrines et zones d'hygiène corporelle et garantissant un bon niveau d'intimité. Là où les risques de VBG sont élevés et où les personnes préfèrent utiliser des sacs/seaux plutôt que d'utiliser les sanitaires, les acteurs humanitaires doivent promouvoir des systèmes assurant une évacuation sûre et digne des matières fécales.

Une transition plus rapide de sanitaires collectifs vers des sanitaires partagés ou à l'échelle des ménages est indispensable pour renforcer le sentiment de sécurité des filles et des femmes. Pour cela, les bailleurs doivent faire preuve de flexibilité, et les personnes qui installent ou sous-traitent l'installation de sanitaires doivent disposer des compétences techniques requises, entretenir des liens forts avec la communauté et adopter des structures de gestion souples.

Pour renforcer la sécurité des filles et des femmes dans les camps, les acteurs humanitaires, les bailleurs et les autorités doivent de toute urgence améliorer radicalement la qualité des sanitaires d'urgence, avant tout en respectant les normes existantes telles que mentionnées dans Sphere et dans les Directives ciblant la violence basée sur le genre de l'IASC. Les réductions budgétaires sur la construction et sur le renforcement des capacités d'implication proactive de la communauté mettent en danger les filles et les femmes et réduisent le taux de fréquentation des latrines, sapant de fait les objectifs de santé publique poursuivis en installant des sanitaires d'urgence. Les latrines et les autres installations sanitaires doivent être de la meilleure qualité possible (et non le modèle unitaire le plus économique). Par ailleurs, un engagement permanent avec tous les sous-groupes de la communauté est requis, au-delà de la phase de consultation initiale. Les ressources et les capacités doivent être disponibles pour apporter les ajustements et les adaptations nécessaires en fonction du feedback de la communauté. Les acteurs humanitaires doivent influencer sur la formation et le développement personnel continu des ingénieurs en santé publique et des autres spécialistes WASH (eau, assainissement et hygiène) pour s'assurer qu'ils disposent des connaissances et des compétences requises pour répondre aux normes, et qu'une redevabilité managériale est en place.

NOTES RELATIVES À LA MÉTHODOLOGIE

Cette recherche a débuté par une analyse documentaire approfondie des publications approuvées par des pairs, des directives techniques, de la littérature grise et d'entretiens avec des informateurs clés. Huit brèves études de cas d'installation d'un éclairage ont également été réalisées. La méthodologie de recherche sur le terrain a été conçue pour recueillir les données en alliant un volet quantitatif (enquête numérique réalisée auprès des résident-e-s des camps) et un volet qualitatif (entretiens avec les informateurs clés, observations des équipes de recherche au sein des camps, discussions de groupe avec les résident-e-s des camps).

Les recherches sur le terrain devaient répondre à des normes éthiques élevées, en suivant notamment les meilleures pratiques en matière de collecte des données sur les problèmes en lien avec les VBG, telles que définies par l'IASC : s'abstenir d'enquêter de manière trop approfondie sur les problématiques culturellement sensibles ou tabou ; ne pas isoler les personnes survivantes de VBG pour les entretiens ; et ne pas parler directement aux filles et aux femmes de leurs propres expériences sans la présence de spécialistes des VBG. Cela a été particulièrement important dans ces contextes, étant donné les options limitées en matière de services d'orientation suite à des VBG et les problèmes de sécurité pour les personnes survivantes de VBG. L'enquête numérique comprenait donc des questions portant sur quatre indicateurs clés visant à mesurer la « perception du risque de VBG » et les « inquiétudes concernant les VBG », comme souligné page 10. Les discussions de groupe incluaient des scénarios contextuels pour permettre la discussion de problématiques sensibles personnelles, culturelles ou en lien avec les VBG au travers de la situation d'une tierce personne. Ces scénarios se sont révélés très efficaces pour susciter la discussion et le débat, mais aussi pour renforcer la compréhension et pour contextualiser certains aspects des données d'enquête tout en permettant aux participant-e-s d'aborder des problèmes sensibles de façon dépersonnalisée.

L'équipe de recherche a cherché à étudier un échantillon représentatif de la population adulte des camps en utilisant les données démographiques existantes pour établir des résultats avec un intervalle de confiance de 5 et un niveau de confiance de 95 % dans la mesure du possible, étant donné les défis inhérents à tous les sites. Lorsque cela était possible, les recenseurs d'enquête ont ciblé les personnes sur une base proportionnelle d'après le genre, l'âge et le handicap. Les enfants de moins de 16 ans n'ont pas été interrogés, car Oxfam ne disposait pas des mécanismes adéquats pour s'assurer de leur consentement et garantir leur sécurité et leur bien-être. Même si nous ne les avons pas recherchés activement, des adolescent-e-s de 16 à 19 ans ont été inclus, moyennant des protections supplémentaires.

Les recenseurs sur le terrain ont suivi une formation sur la méthodologie et la prévention sur chaque site. La formation

incluait également une évaluation visant à identifier et à mitiger les risques pour l'équipe de recherche et les participant-e-s, comme la divulgation des incidents de VBG, l'écoute illicite lors des entretiens ou encore la présence de serpents et de scorpions. Bien que l'intention initiale de la recherche était d'inclure les problématiques sécuritaires pour les minorités sexuelles et de genre, les évaluations des risques ont révélé qu'il serait difficile d'y parvenir de manière éthique et sûre, étant donné les sensibilités accrues sur ces sites spécifiques et l'absence d'acteurs d'intervention LGBTIQ.

Tout type de recherche communautaire, en particulier en situations de conflit, peut conduire les personnes à divulguer des détails d'incidents ou d'abus dont elles-mêmes ou d'autres ont été victimes, exigeant parfois une réponse immédiate. Dans cette optique, les équipes de recherche étaient accompagnées par les équipes de protection d'Oxfam, qui sont préparées pour faire face à de telles situations et connaissent le processus d'orientation VBG en place.

Lorsque cela était possible, suite à une rapide analyse des tendances dans les données d'enquête, la structure des discussions de groupe a été développée afin d'évaluer et d'améliorer la compréhension de certaines problématiques spécifiques. Par exemple, en Ouganda, de nombreuses femmes interrogées identifiaient le fait d'« être vues » comme un risque qui les empêchait d'utiliser les installations sanitaires. Pour mieux comprendre cela, un scénario a été utilisé dans toutes les discussions de groupe : « *Sarah craint d'être vue lorsqu'elle se rend aux latrines. Comment l'expliquez-vous ? De quoi a-t-elle peur ? A-t-elle raison d'être inquiète ?* »

Les recherches étaient sujettes à de nombreuses restrictions, dont beaucoup avaient trait aux défis inhérents au travail dans des contextes d'insécurité et des situations complexes. Cela inclut les problèmes liés à la traduction, à l'expérience des recenseurs et à l'ordre dans lequel mener les enquêtes numériques, les discussions de groupe et les entretiens avec les informateurs clés. Certaines restrictions étaient également liées à la nature répétitive de l'enquête, qui demandait aux personnes interrogées de noter les risques qu'il y a à se rendre aux installations sanitaires d'abord pendant la journée, puis une fois la nuit tombée, et à utiliser les installations sanitaires pendant la journée, puis une fois la nuit tombée, ce qui imposait aux recenseurs d'avoir le temps d'expliquer chacun de ces concepts. Les écarts de temps dans certains des journaux de saisie des données suggèrent que certains recenseurs allaient de plus en plus vite à mesure qu'ils progressaient. Il se peut que cela soit dû au fait que les recenseurs se familiarisaient de plus en plus avec les enquêtes, mais on peut également imaginer qu'ils n'ont pas toujours pris le temps d'expliquer complètement les concepts, ce qui a pu affecter la qualité des données recueillies.

La méthodologie détaillée et les outils sont disponibles sur demande. Une version adaptée sera disponible en 2019.

NOTES

- ¹ L'analyse documentaire, les rapports pays et les huit études de cas sont disponibles à l'adresse : <https://policy-practice.oxfam.org.uk/our-work/humanitarian/sanitation-lighting>
- ² La recherche finale s'est déroulée après trois à huit mois, selon le site.
- ³ HIF (2015), Call for Proposals - Research on Latrine Lighting in Emergency Context: Testing Lighting Innovations. <http://www.elrha.org/wp-content/uploads/2015/03/ToR-Research-on-Latrine-Lighting-in-Emergency-Context.pdf>
- ⁴ L'analyse documentaire, les rapports pays et les huit études de cas sont disponibles à l'adresse : <https://policy-practice.oxfam.org.uk/our-work/humanitarian/sanitation-lighting>
- ⁵ Discussion de groupe avec des femmes adultes déplacées internes, Nigeria
- ⁶ Discussion de groupe de femmes, zone 14, Ouganda
- ⁷ Discussion de groupe avec des adolescentes, Irak
- ⁸ Entretiens avec des informateurs clés de Nonviolent Peaceforce, Irak
- ⁹ Entretiens avec des informateurs clés de l'équipe d'orientation INTERSOS et des personnes chargées du soutien psychosocial, Irak
- ¹⁰ Entretiens avec des informateurs clés de l'équipe protection d'Oxfam au Nigeria
- ¹¹ Évaluation par Oxfam de l'éclairage et des VBG, Damboa, Nigeria
- ¹² Discussion de groupe avec des animateurs communautaires (18-50 ans), Irak
- ¹³ Entretiens avec des informateurs clés d'ECHO en Irak
- ¹⁴ Entretiens avec des informateurs clés avec le sous-groupe VBG
- ¹⁵ Discussion de groupe avec de jeunes femmes âgées de 20 à 30 ans, Nigeria
- ¹⁶ Discussion de groupe avec des adolescents, Nigeria
- ¹⁷ Entretiens avec des informateurs clés avec le bureau du Premier ministre, Arua, Ouganda
- ¹⁸ IASC (2015), Directives pour l'intégration d'interventions ciblant la violence basée sur le genre dans l'action humanitaire. https://gbvguidelines.org/wp/wp-content/uploads/2016/03/2015-IASC-Directrices-VBG_version-francaise.pdf

Photo de couverture :

Une réfugiée Rohingya tient une lampe solaire portable dans le camp de Cox Bazar, au Bangladesh. Photo : Abbie Trayler/Oxfam

Photo de quatrième de couverture :

Une femme traverse un camp de réfugiés en Irak.
Photo : Sam Tarling/Oxfam

REMERCIEMENTS

De nombreuses personnes se sont impliquées et ont soutenu cette recherche. Nous tenons à remercier l'ensemble des résident-e-s des camps Aburi, Hamman Al Alil 2 et Omugo de nous avoir accordé leur temps et d'avoir partagé leurs expériences, ainsi que les équipes d'Oxfam et les autres acteurs humanitaires et les autorités au Nigeria, en Irak et en Ouganda. L'équipe de recherche était composée de Brian Reed, Jeanne Vidal et Dr Julie Fisher du centre WEDC, et de Kerry Akers, Rachel Hastie, Julie Lafreniere, Corrie Sissons et Marion O'Reilly avec le soutien d'Andy Bastable, Jack Wilkins et Tanya Glanville-Wallis chez Oxfam. Nous voudrions également remercier les collègues de CARE, du HCR, du DFID, de l'OIM, de Little Sun et du Groupe de référence inter-agences GBV Guidelines pour leurs contributions, ainsi que le Humanitarian Innovation Fund à l'initiative de ce projet, qui a fourni une aide indéfectible et a financé la recherche.

© Oxfam International et WEDC, novembre 2018

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés.

E-mail : policyandpractice@oxfam.org.uk. Les informations contenues dans ce document sont exactes à la date de mise sous presse.

Pour toute information sur les questions soulevées dans ce document, veuillez envoyer un courrier électronique à : rachel.hastie@oxfam.org.

Publié par Oxfam Grande-Bretagne pour Oxfam International et le centre WEDC sous le numéro ISBN 978-1-78748-379-8 en novembre 2018. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni. DOI : 10.21201/2018.3552.

Oxfam

Oxfam est une confédération internationale de 19 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.

Centre WEDC de l'université de Loughborough

Le Centre de l'eau, de l'ingénierie et du développement (Water, Engineering and development Centre - WEDC) est l'un des principaux établissements d'enseignement et de recherche au monde ayant pour mission de développer des connaissances et des capacités en eau et assainissement utilisées dans le cadre du développement durable et de l'aide d'urgence. Le Centre s'engage à proposer des solutions appropriées, efficaces et éprouvées pour l'amélioration des services essentiels et des infrastructures de base en faveur des populations des pays à revenus faibles et moyens. Pour de plus amples informations, veuillez contacter wedc@lboro.ac.uk

Humanitarian Innovation Fund d'Elrha

Le projet dont fait partie le présent document est soutenu par le programme Humanitarian Innovation Fund d'Elrha, un organisme d'appui financier qui aide les organisations et les individus à identifier, cultiver et partager des solutions innovantes et évolutives face aux défis les plus pressants pour une aide humanitaire efficace. Le HIF est financé par une aide du gouvernement britannique.



Rendez-vous sur www.elrha.org pour plus d'informations sur le travail d'Elrha pour améliorer les réalisations humanitaires par le biais de la recherche, de l'innovation et du partenariat.

ÉPILOGUE

« Je me réjouis de voir les organisations se concentrer sur les besoins essentiels des femmes et des filles en matière d'accès aux installations d'eau et d'hygiène. Ce travail de recherche montre que placer la sécurité des femmes et des filles au cœur de l'aide humanitaire revêt une importance particulière. »

Erin Patrick, GBV Guidelines Inter-Agency Reference Group

« Une chose est certaine, l'éclairage renforce le sentiment de sécurité. En tant qu'humanitaires, nous devons utiliser les résultats de ces recherches afin d'innover dans notre façon de travailler avec les réfugiés dans les camps et de faire en sorte que tout le monde ait un accès égal à un éclairage de qualité et durable. »

Rachel Hastie, Conseillère en protection, Oxfam.